

Gilets jaunes: à Commercy, «l'AG des AG» remporte un succès d'affluence

PAR LUCIE DELAPORTE
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 28 JANVIER 2019

Dans la commune de la Meuse, 75 délégations de gilets jaunes se sont retrouvées ce week-end pour débattre des suites à donner au mouvement. Au menu, échanges d'expérience et débats animés sur une possible structuration du mouvement.

« *Commercy, capitale des gilets jaunes !* » La formule, lancée par un participant dans la liesse qui caractérise depuis le début de la journée les quelque 300 représentants qui ont répondu à l'appel de cette petite ville de la Meuse, enthousiasme un moment. Venues de toute la France, près de 75 délégations ont envoyé à Commercy des représentants pour participer à l'assemblée générale des assemblées générales des gilets jaunes, créées un peu partout sur le territoire ces dernières semaines (*lire notre reportage sur l'expérience menée à Commercy depuis le début du mouvement*).

« *On est dans une volonté de mise en commun des idées* », précise Steven, un représentant du groupe de Commercy, avant de s'exclamer : « *C'est extraordinaire ce qui se passe ici !* » Le succès dépasse manifestement les organisateurs : « *On ne s'attendait pas du tout à ça, on est ravis* », assure Claude, qui a largement contribué à l'organisation de ce week-end, mais qui tient d'emblée à préciser que l'AG de Commercy « *ne va pas prétendre représenter tous les gilets jaunes de France. On va être humbles. Il s'agit de s'engager dans un processus démocratique par le bas* ».

La question, lancinante, de la légitimité de cette assemblée, de ceux qui s'expriment, traversera d'ailleurs tous les débats de ce mouvement si attaché à son horizontalité.



Assemblée générale de Commercy. © LD

À partir de neuf heures du matin, commencent à se rassembler dans la salle des fêtes de petits groupes venus de tout l'Hexagone et parfois même d'un peu plus loin. Un journaliste grec, qui échange avec un couple de Suisses, a fait le déplacement parce que « *le monde entier regarde ce mouvement* ».

Rico et Chantal arrivent de l'Ariège, du Mas-d'Azil. Ils ont été mandatés par leur AG pour venir les représenter à Commercy. « *On a été tirés au sort* », précise Chantal, sémi-centenaire, qui depuis des semaines multiplie les actions dans son coin de l'Ariège certes reculé, mais « *où existe un tissu associatif très vivant* ». « *Faut la voir bloquer des camions à quatre heures du matin !* », affirme Rico, la quarantaine, admiratif.

« *Macron peut lâcher sur les 80 km, on n'en a rien à faire. Son grand débat, c'est de l'enfumage ! Ce qu'on veut, c'est la justice sociale. On en a marre de bosser comme des cons pour rien avoir à la fin* », résume Chantal, au diapason d'une assemblée remontée à bloc et persuadée que le mouvement des gilets jaunes, loin de s'essouffler, ne fait que commencer.

La plupart des participants disent être venus à Commercy pour échanger leurs expériences, prendre des contacts, mais aussi se redonner de la force. « *C'est important de discuter, de créer des liens. Et puis il faut qu'on s'organise face à la répression* », estime Stéphane, qui vit à Saillans dans la Drôme. « *Moi je viens prendre un max de contacts pour échanger,*

parce qu'avec une grosse manif par semaine on a un peu la tête dans le guidon et on a du mal à prendre du recul », affirme Christophe, qui arrive de Montpellier.



Une participante à l'assemblée de Commercy. © LD

Adel, qui vient lui de Rungis, attend de voir « *quelles suites va prendre le mouvement* ». « *En Île-de-France, on est un peu en retard, mais par contre ça continue à grandir* », assure-t-il.

La nécessité de mieux se coordonner, de mieux s'organiser est largement partagée. Tout comme l'inquiétude liée à la structuration d'un mouvement spontané et initié par la base. Dans la salle, si chacun met de côté son parcours politique, le refus de toute organisation bureaucratique du mouvement fait l'unanimité.

Dans cette assemblée nettement marquée à gauche, et bien que chacun tienne à mettre de côté son éventuel parcours militant, on sent les militants échaudés par leurs expériences d'organisation pyramidale.

Pour Younès, qui a été mandaté par son AG de Grenoble, c'est la grande force des gilets jaunes, qui rassemblent « *des gens sans arrière-pensée politique, qui essaient de s'organiser en sachant que le pouvoir ne doit pas être accaparé par quelques-uns. Ils sont très vigilants sur cette question, ils ne veulent surtout pas d'un leader qui a la science infuse* ».

Ici, la question d'une liste gilets jaunes aux européennes ne fait même pas débat. « *On dénonce un système politique, c'est pas pour rentrer dedans !* », résume Anne, qui arrive de Nancy et pense comme la majorité des participants interrogés que cette initiative

ne vise qu'à affaiblir le mouvement, autant que le « grand débat » organisé par Macron, unanimement rejeté.

Vers 13 heures, la longue présentation des différentes délégations débute avec cette consigne, rappelée par Claude : « *Ne pas être trop long, ne pas jouer les grandes gueules.* »

De Dijon à Poitiers en passant par Lorient ou Nice, avec une forte présence de groupes franciliens, les différents représentants détaillent la situation de leur côté. Et témoignent de la grande diversité du mouvement. Un représentant de l'AG de Saint-Nazaire raconte que les gilets jaunes occupent là-bas un bâtiment vide, rebaptisé « maison du peuple ». « *On fait une assemblée générale par jour* », explique-t-il, précisant que les gilets jaunes sont aussi très mobilisés « *sur le ralentissement de l'activité portuaire* » (lire **notre reportage sur place**, et le **blog de ce groupe**, hébergé sur Mediapart).

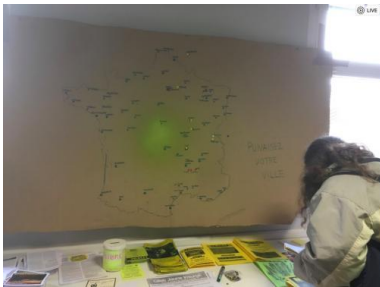
Venu du Vigan, petit village du Gard, Kevin affirme que le mouvement y reste fort : « *Pour un village de 3 000 habitants, on a entre 60 et 80 personnes à chaque assemblée.* » Des « commissions thématiques » y ont été mises en place « *sur la question de l'autonomie alimentaire de la vallée, par exemple* », précise-t-il.

« Le problème, c'est la coordination de toutes les actions »

Patrick, de Paris, rappelle que la question qui revient le plus dans les allées du marché de la place de La Réunion, dans le XX^e, est celle du logement, des loyers trop chers, quand Louise explique qu'elle s'exprime ici au nom du groupe des femmes gilets jaunes en Île-de-France, un groupe créé « *pour porter les revendications spécifiques des femmes isolées dans les gilets jaunes. Parce que plus prolo que le prolo, il y a la femme du prolo* », lance-t-elle.

À Horbourg-Wihr, petite commune d'Alsace, le mandaté décrit, de son côté, la présence bienvenue des motards dans le mouvement : « *Je peux vous dire que lorsqu'ils sont là, c'est assez impressionnant* », se réjouit-il.

Un représentant de Dijon explique, lui, que si dans sa ville la mobilisation reste importante, « le problème, c'est la coordination de toutes les actions. Il y a beaucoup de groupes qui agissent chacun de leur côté », déplore-t-il. « J'ai vu qu'il y avait par exemple beaucoup de gens qui faisaient des tracts super. Ce serait bien si on pouvait les partager pour ne pas réinventer l'eau chaude chacun de notre côté », lance un représentant de Besançon.



Panneau affiché à l'AG de Commercy. © LD

Beaucoup disent ce jour-là leur préoccupation d'élargir le mouvement, notamment en s'arrimant aux combats des salariés dans les entreprises. « Au départ, on s'est retrouvés par l'association des VTC, raconte Adel, mandaté par l'AG de Rungis. Une petite famille s'est créée. Aujourd'hui, on soutient les salariés de Geodis et on soutient naturellement tous les salariés en lutte. »

Faut-il appeler à la grève générale le 5 février, comme y appellent notamment la CGT et La France insoumise ? La question est âprement débattue, tout comme celle de la place à donner aux syndicats dans le mouvement. Certains refusent, par principe, de s'associer à un mot d'ordre syndical alors que les syndicats sont restés largement en dehors du mouvement.

Quelles revendications mettre en avant ? Le débat s'anime entre ceux qui estiment qu'il est trop tôt pour arrêter un socle détaillé et ceux qui jugent important d'acter les grandes tendances autour de la justice fiscale et sociale ou les exigences démocratiques.

« Il faut mettre en avant des revendications unificatrices », avance un participant, quand un autre propose de « se mettre d'accord sur les grands points pour nous permettre de massifier le mouvement ».

« Ou alors on se met d'accord sur ce qu'on ne veut plus, parce qu'être trop précis dans les revendications, cela peut diviser », suggère un autre.

La discussion, alors que la soirée avance et que la nuit est tombée depuis longtemps, finit par patiner un peu. « J'ai l'impression qu'on est à Nuit debout, là », s'agace à nos côtés un jeune homme barbu.

Quelqu'un s'inquiète : « On ne va pas ressortir de ce week-end sans un écrit, quand même ! » « Les gens ne sont pas venus ici pour du beurre, nous confie Patrick, de Paris. En tout cas, cela présage un débat extrêmement compliqué sur la structuration du mouvement ! », pronostique-t-il.

L'idée de rédiger un texte commun le lendemain matin est finalement actée.

(voir ci-dessous l'appel de l'assemblée des assemblées transmis dimanche soir)

En fin de soirée, sur la position à tenir face à l'extrême droite, la discussion s'affole et la sérénité joyeuse qui a marqué l'essentiel de la journée disparaît quelques minutes. Alors qu'au cours de la journée, de nombreux participants ont demandé qu'une position claire soit prise contre toute forme de xénophobie, sexisme ou homophobie, les avis divergent sur la manière de se démarquer de l'extrême droite.

« On nous a assez traités de fachos. Il faut dire que ces gens-là n'ont rien à voir avec nous », estime une participante, qui propose que l'AG condamne explicitement les violences commises le jour même par des groupuscules d'extrême droite.

« On est censés être apolitiques », souligne un jeune homme, qui se dit gêné par l'idée de cibler, plus ou moins explicitement, le Rassemblement national. « C'est pas un parti politique, l'extrême droite ! », lui rétorque celle qui a fait la proposition. « Ben si ! », se voit-elle répondre.

Alors que la fatigue se fait sentir, Claude qui joue ce soir-là les monsieur Loyal reprend le micro pour aborder le dernier point à l'ordre du jour : « Comment on s'organise pour rester le plus démocratique possible ? »

Faut-il demander que tous les mandats des représentants soient impératifs ? Sans pouvoir décisionnel ? Plusieurs interventions défendent l'idée de ne surtout pas imposer un carcan national aux assemblées locales. « *Les assemblées locales doivent être souveraines* », juge une participante.

Une chose est sûre : « *La démocratie, c'est super difficile, on le constate encore aujourd'hui* », conclut Claude du haut de sa longue expérience militante.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.